



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0004164
Bénéficiaire :	22830001800113 CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	22830001800113
Raison sociale :	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR
Adresse :	CS41303 83076 TOULON CEDEX



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT04 - Objectif thématique : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs / PI04e - Priorité d'investissement : Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer / AP03-OT04-PI04e-OS4e - Objectif spécifique : Augmenter le report modal sur les transports collectifs

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	MISE EN OEUVRE INNOVATIONS DOMAINE DES TRANSPORTS PUBLICS POUR LE DVPT DE L'INTEROPERABILITE DES RESEAUX DE L'INFORMATION DES USAGERS ET DE LA VENTE DE TITRES DE TRANSPORT DEMATERIALISES
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Département du Var
Zone(s) :	
Type	Libellé
Département INSEE	Var

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI4e-REP : Augmenter le report modal sur les tran./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 8 Décembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/12/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 12 octobre 2020	Décisionnel	Dématérialisé	12/10/2020	

Description de l'opération
<p>Le Département du Var dispose depuis 2008 d'un système billettique pour l'exploitation de son réseau de transports collectifs Varlib. Ce dispositif équipe les 609 véhicules affectés au réseau, les gares routières de Toulon, Saint Raphaël, Saint Tropez, Draguignan, Le Lavandou, et les agences de vente chez les transporteurs. La gestion de l'ensemble des données est centralisée et basée à la gare routière de Toulon.</p> <p>Ce système billettique permet notamment de suivre les fréquentations du réseau et d'apprécier les variations importantes liées aux afflux des touristes. En effet, le Var bénéficie d'une attractivité touristique incontestable qui se concrétise dans le domaine des déplacements, en particulier pendant la période estivale, par une augmentation des flux, voire la saturation des</p>



voies de circulation, et par une augmentation de la fréquentation des lignes de son réseau de transport Varlib. A titre d'exemple, dans le golfe de Saint Tropez, l'étude de trafic et d'accidentologie du contournement ouest de Sainte Maxime, réalisée par le Département, indique qu'en période estivale les trafics sont supérieurs de +20% à +40% et que le temps de trajet pour se rendre de la RD25 à la RD98 Saint Tropez en été peut aller jusqu'à 2h, contre 20min en période normale.

Les évolutions conjointes des outils de communication, des logiciels de gestion et de l'attente des usagers des transports publics, ainsi que la nécessité de faire face aux pics de fréquentation, incitent le Département à mettre en œuvre des innovations dans le domaine des transports publics pour le développement de l'interopérabilité des réseaux, de l'information des usagers et de la vente de titres de transport dématérialisés.

En effet, il est indispensable aujourd'hui de développer autour de cette architecture de nouveaux outils pour développer les ventes par internet des titres de transport en version dématérialisée, et de permettre à tout usager d'acquiescer ce titre de transport à distance au dernier moment avant son voyage et sans autre support que son téléphone portable.

Les systèmes QRCode ou NFC répondent à ces objectifs et permettent de satisfaire aux obligations de contrôle des titres de transport, de traiter et gérer les correspondances de lignes et les interopérabilités des réseaux sans support papier.

En complément du système billettique, le Département s'est engagé dans une nouvelle consultation afin de disposer d'une plate-forme multimodale d'information des usagers en groupement avec la Communauté d'agglomération Dracénoise (CAD) ayant vocation à donner aux points d'arrêt, sur l'ensemble du territoire départemental desservi par le réseau VARLIB, les informations en temps réel des passages des autocars, les horaires théoriques. Il en est de même sur le réseau de la CAD.

Le fonctionnement du site [www.varlib.fr](http://www.varlib.fr) démontre l'intérêt des usagers porté sur l'information voyageurs pour disposer des horaires des lignes, leurs destinations et d'informations diverses.

#### Objectifs recherchés :

L'objectif global du projet est de favoriser et développer l'usage des transports publics par la mise en œuvre de nouveaux supports de communication, d'information et de vente accessibles à tout détenteur d'un appareil de téléphonie mobile, dans un univers d'échanges connu et simple d'usage.

Plus précisément, il s'agit de :

- favoriser le développement de l'intermodalité par l'évolution du système billettique,
- favoriser la communication et l'information multimodale des usagers,
- développer l'achat des titres de transport sécurisés par voie dématérialisée,
- rendre le réseau des transports plus attractif et plus accessible auprès des usagers,
- offrir une véritable alternative à l'utilisation de la voiture individuelle,
- améliorer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR),
- favoriser l'inscription des élèves et la vente par Internet des titres de transport scolaires et voyageurs,
- développer l'exploitation des données informatiques issues du système billettique pour optimiser les moyens (autocars) mis en œuvre sur le réseau de transports,
- réduire les émissions de gaz à effet de serre.

#### Résultats escomptés (cible visée)

Le projet permettra à la population de bénéficier de nouveaux services favorisant l'accès aux réseaux de transports publics. Plus précisément les usagers disposeront :

- de la possibilité d'acheter des titres de transport dématérialisés en situation de mobilité via la téléphonie mobile,
- d'un site d'information multimodale accessible à partir d'un smartphone, d'une tablette ou d'un micro-ordinateur,
- d'informations diffusées à partir de cibles spécifiques conçues pour des transmissions en champ proche (NFC) ou avec des QRcodes aux points d'arrêt du réseau de transport en temps réel des passages des autocars ou bus, en lien avec le système billettique départemental,
- d'informations réservées à l'usage des personnes à mobilité réduite (PMR) via le boîtier de communication dont elles disposent,
- d'informations complémentaires dans le domaine de la culture et du tourisme en indiquant les sites concernés à proximité des points d'arrêt.

Le projet permettra d'assurer un suivi plus automatisé des conditions d'exploitation du réseau et des mesures entreprises pour son optimisation (ponctuation, fréquence des services, fréquentation des lignes, optimisation des moyens). Il concerne l'ensemble des lignes régulières et scolaires du réseau Varlib et des usagers. Les titres de transport et les modalités de gestion et de vente seront développés pour les voyageurs et les scolaires.



Le projet ambitionne d'augmenter le nombre d'utilisateurs des transports publics de 2% (voyageurs), réduisant ainsi le nombre potentiel de véhicules individuels et améliorant la performance énergétique du réseau par un taux de remplissage plus élevé par véhicule.

Le projet ambitionne de réduire de 64 444kgCO<sup>2</sup> l'impact carbone des véhicules particuliers sur une année.

#### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 15/02/2016	Fin : 14/02/2019
------------------------------------	--------------------	------------------

Le projet a démarré le 15 février 2016 pour une durée de 36 mois.

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre des différentes actions est le suivant.

Les actions mises en œuvre dans le cadre du marché de maintenance billettique

Ce marché a été notifié le 23/12/15, pour une durée de 4 ans. Il s'agit d'un marché à bons de commande.

Les étapes sont les suivantes :

- ✓ Migration du logiciel de gestion du système billettique actuel : lancement au 1er trimestre 2016 – fin prévisionnelle : 1er trimestre 2017.
- ✓ Développement d'une application de gestion des inscriptions aux transports scolaires et vente des titres de transport par Internet : lancement 1er semestre 2016 – fin : septembre 2017.
- ✓ Adaptation des équipements embarqués et portables de contrôle pour la gestion des titres de transport avec QRCode : lancement 1er semestre 2016 – fin : septembre 2017
- ✓ Tranche conditionnelle : évolution des équipements embarqués et du système central de gestion de la billettique pour l'intégration du dispositif NFC (achat de titres de transport dématérialisés en situation de mobilité via la téléphonie mobile) : le marché sera mis en place en fonction de la mise en œuvre de l'application billettique commune (ABC) au niveau national.

En ce qui concerne le marché de plate-forme d'information NFC, il est sur le point d'être publié.

Sa durée sera de 4 ans. Il est composé de 2 lots car il couvre des produits et des fournisseurs différents.

Le marché concernant le logiciel d'annonce avec synthèse vocale en lien avec les boîtiers de transmission pour les PMR est en cours de définition et sera lancé au cours du 2ème semestre 2016.

## DEPENSES ET RESSOURCES

#### Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

#### Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( HT)
Total :			0,00 €

#### Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



**Détails des ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS				0,00			
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide		0,00			
<b>Total co-financier</b>					<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	
Bénéficiaire				100,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Direction des Affaires Européennes - PACA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

L'article 3 de la convention attributive précise que les dépenses sont éligibles à compter du 15/02/2016 et jusqu'au 14/08/2019. L'article 17 précise que la convention prend fin 12 mois maximum après la fin de la période d'éligibilité des dépenses et que tout avenant modifiant la présente convention ou ses annexes doit être demandé pendant la période de validité de la convention.

En application de l'article 17, la période de validité de la convention s'est achevée le 14/08/2020.

Or avant cette date, aucune demande d'avenant ni aucune demande de paiement n'a été transmise par le bénéficiaire au service instructeur. Des échanges ponctuels ont permis au service instructeur de comprendre que le montage financier du projet, reposant sur un cofinancement important de la Caisse des Dépôts et Consignation, n'avait jamais pu être consolidé, du fait d'importantes difficultés pour le CD 83 d'obtenir le solde du versement de la subvention de la CDC. S'y est ajouté le transfert de la compétence transports à la Région en 2017, qui a généré un arrêt du suivi de ce dossier.

Le service instructeur considère ainsi que l'absence de demande de paiement et de demande d'avenant durant la période de validité de la convention, échue le 14/08/2020, signifie l'abandon du projet. Il émet par conséquent un avis favorable à la reprogrammation du projet à zéro (0 € de coût total éligible, 0 € de FEDER et indicateur de réalisation non pertinent) afin de mettre à jour le système d'information Synergie.